

Extrait de «Journaliste ? Ouh là là !»
de Philippe Brunet-Lecomte et Camille Dalguerre
livre interview en cours de publication

Chapitre 27

Un sacré chantier

=====
Alors que la plupart des grands médias sont contrôlés par des groupes industriels ou financiers,
une réforme de la presse s'impose. Les propositions assez provoc de Philippe Brunet-Lecomte.
=====

Alors on en parle de cette réforme de la presse qui vous semble urgente ?

Depuis des années on annonce une réforme. Je n'y crois pas beaucoup. Du moins à une véritable réforme. Pourtant il y a urgence car la presse traverse une crise profonde et les journalistes sont en première ligne, pointés du doigt par l'opinion.

Emmanuel Macron semble avoir envie de s'attaquer à ce grand chantier ! Une occasion à ne pas manquer. Reste à savoir s'il va aller jusqu'au bout. Pas sûr.

C'est quoi l'urgence ?

D'abord de réfléchir ! Et ne pas croire qu'il y a des solutions miracles car la presse est un univers complexe. Mais j'ai une conviction : on ne pourra pas engager une réforme en profondeur sans mettre au centre le métier de journaliste.

Vous croyez que les journalistes sont prêts pour une réforme ?

Pas tous, mais beaucoup. Et il faut les écouter. Pas uniquement demander leur avis à des experts. Mais aux journalistes qui travaillent sur le terrain, notamment en province. Journalistes expérimentés, apprentis journalistes aussi qui ne sont pas encore paralysés par les conformismes et qui sont l'avenir de cette profession. Sans oublier les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, internautes... Tous ceux qu'ils informent.

Encore un grand débat !

On peut imaginer autre chose qu'une grande parade... médiatique. Mais il faudra bien débattre en se fixant des objectifs précis. L'occasion aussi de conscientiser tous ceux qui pensent que l'information est un problème mineur ou qui détestent les journalistes, sans faire l'effort d'essayer de comprendre leur métier et son importance dans une démocratie. Un service public tout aussi important que l'école, la santé, la sécurité ou les transports. Si on arrive déjà à cette prise de conscience, on aura franchi une étape décisive.

Pourquoi cette défiance vis-à-vis de la presse ?

Plus qu'une défiance, un rejet ! 24% seulement des français déclarent faire confiance aux médias, selon Reuters Institute. Inquiétant mais pas très surprenant dans une société où, aujourd'hui, tout pouvoir est suspect. Y compris les contre-pouvoirs ! Sans doute à cause des abus, des dérives, du grand n'importe quoi sur les réseaux sociaux... Mais aussi d'un phénomène qui s'est accéléré aux cours des dernières années : la plupart des grands médias sont aujourd'hui contrôlés par des groupes industriels ou financiers : marchand d'armes, géant du BTP, opérateurs téléphoniques, banquiers, géants du luxe, du transport... Tous impliqués à un haut niveau dans la vie économique donc politique.

A part l'audiovisuel public et quelques médias, comme l'Agence France Presse, qui résistent encore, tout est sous contrôle d'un argent roi.

En quoi ce contrôle des médias par des groupes privés pose un problème ?

Mais c'est évident, Camille. Ces groupes n'investissent pas dans la presse pour rien. Ce n'est pas la rentabilité de leur investissement qu'ils cherchent vu la fragilité économique des médias. Donc ils cherchent autre chose....

Mais ces investisseurs ont sauvé des grands médias !

Ils ont plutôt profité de leur fragilité pour en prendre le contrôle. Effectivement ils ont été sauvés mais en renonçant à leur indépendance.

La plupart de ces médias ont des chartes pour se protéger des pressions ?

Des rédactions comme celle du Monde se sont mobilisées pour faire face à cette menace. En imposant à leurs actionnaires la signature d'une charte qui les oblige à respecter cette indépendance. C'est déjà la garantie qu'un engagement est pris.

Le problème c'est que les interventions sont rarement directes, mais beaucoup plus sournoises, au niveau de la direction des médias qui se charge ensuite de faire passer habilement des consignes aux journalistes, sans avouer qu'ils ont subi une pression de leurs actionnaires.

Exemple, j'ai eu l'occasion de discuter avec Pierre Fraidenaich, quand il était directeur général de Libération. Il m'avait expliqué que son actionnaire, Patrick Drahi, n'intervenait jamais dans la rédaction. *Mais qu'il y avait une ligne rouge : Israël !* Drôle quand on connaît l'histoire de ce quotidien toujours très engagé pour défendre la cause palestinienne.

Selon Xavier Niel, le seul avantage qu'il tire de son investissement dans Le Monde c'est, d'obtenir un rendez-vous plus rapidement quand il sollicite un ministre ! Malgré lui, il a avoué l'essentiel. Un chef d'entreprise qui prend le contrôle d'un média se rémunère en influence.

Pourquoi ces grands groupes investissent dans les médias ?

C'est la question qui a été posée à Xavier Niel, un des principaux actionnaires du Monde. J'avais été frappé par sa réponse : le seul avantage qu'il tirait de son investissement c'était d'obtenir plus rapidement un rendez-vous quand il sollicitait un ministre ! Malgré lui, il a avoué l'essentiel. Un chef d'entreprise qui prend le contrôle d'un média, ça peut lui coûter très cher mais il se rémunère en influence pour ses affaires. Et le danger c'est qu'il soit tenté d'intervenir dans ce média pour renvoyer l'ascenseur, au pouvoir politique notamment.

Au delà du cas de Xavier Niels, comment imaginer que le groupe Bouygues se paye TF1 pour le simple plaisir d'être propriétaire d'une télé. Même chose pour le groupe Dassault avec le Figaro, SFR avec Libération... Et pour de nombreux quotidiens régionaux. Exemple le Crédit Mutuel qui en contrôle une dizaine d'Avignon à Metz: L'Est Républicain, le Républicain Lorrain, l'Alsace, Le Bien Public, Dauphiné Libéré, le Progrès, Les Dernières Nouvelles d'Alsace...

J'allais oublier Bolloré avec Canal +, Cnews, Europe 1, Paris Match, le JDD...

Avouez que Bolloré est le plus dangereux !

Pourquoi ? Il se trouve que je l'ai rencontré au terme d'une conférence de presse, il y a quelques années, où il présentait sa voiture électrique qui a fini par faire un bide. On a échangé quelques mots. Si j'osais, je dirai que c'est un type charmant ! Tu vas me dire que la diable est charmant ? Incontestablement, c'est un type très à droite qui a décidé de construire un groupe de presse... Il n'est pas le seul. Exemple Drahi qui contrôle Libération, l'Express, BFM TV... Et Niels Le Monde, Télérama, Nice Matin, France Antilles, Paris Turf...Après avoir été à deux doigts de mettre la main sur M6.

Mais visiblement Bolloré, certains ne supportent pas, sans se poser des questions sur les autres. Comme si ces oligarques avaient le droit d'exister parce qu'ils sont moins réac. Et pas lui. Tout ça dans un pays qui a pourtant voté à plus de 40% pour la candidate du Rassemblement National au deuxième tour de la présidentielle 2022.

Oligarques vous allez un peu loin !

Mais qu'est-ce qu'un oligarque ? Un type qui pèse lourd économiquement. Donc qui a forcément des relations avec le pouvoir en place qu'il doit ménager d'une façon ou d'une autre. Quelle différence avec les oligarques russes, au fond ? A part un contexte différent en France où Macron n'est pas un dictateur comme Poutine, même si certains le hurlent dans les manifs !

Au fond, la logique, le système, sont les mêmes. Un système où l'argent roi à tous les pouvoirs. Le problème n'est pas d'accabler Bolloré ou Niels et même Latouche mais de se demander comment l'indépendance de la presse peut être protégée.

Mais ce n'est pas nouveau !

Effectivement, le général De Gaulle rêvait à la Libération, je le cite, *d'une grande presse honnête, affranchie des puissances d'argent, privilégiant son indépendance*. C'est le sens de ses ordonnances de 1945 mais aussi de la création de l'Agence France Presse, un des rares grands médias toujours indépendant parce qu'au fond quasi publique. Et si De Gaulle revenait serait très

étonné de cette France où la plupart des médias sont contrôlés par des groupes industriels ou financiers.

Tous ces patrons qui investissent dans la presse sont des voyous ?

Non. Mais je souligne le danger, comme De Gaulle ! Et la nécessité de trouver des solutions. D'ailleurs depuis des années et des années, on est nombreux à dénoncer cette main-mise de quelques grandes entreprises sur la presse qui porte atteinte à l'indépendance des médias. Et cette concentration qui porte atteinte au pluralisme.

Au début des années 90, j'ai créé avec une dizaine d'éditeurs de magazines régionaux indépendants, un syndicat qui s'est battu contre cette dérive. Mais à l'époque on passait pour des agités ! Des syndicats de journalistes se sont également mobilisés, des universitaires... Mais aussi des élus de gauche qui, une fois au pouvoir, ont oublié leurs promesses !

=====

Quelle est la solution pour défendre l'indépendance de la presse ?

Il faut nationaliser la presse ! C'est ce que m'avait lancé un baron du Parti Socialiste, Jean Poperen, au début des années 80. Il faut dire qu'à l'époque les nationalisations étaient très à la mode ! Jeune journaliste au Figaro j'avais rigolé. Mais avec un peu de recul, je crois que derrière cette provocation, il y avait une vérité de bon sens.

La presse est au fond un service public, comme l'eau, le gaz ou l'électricité. Un service public qu'il faut aujourd'hui *déprivatiser*. Car les médias ne sont pas des entreprises comme les autres où l'argent a toujours le dernier mot. Ils sont un élément clef dans une démocratie.

Concrètement comment vous neutralisez l'argent investi dans la presse ?

Là encore, pas de solution miracle mais il faut empêcher ceux qui investissent dans les médias puissent avoir le moindre pouvoir au sein des conseils d'administration de ces médias.

Ce qui exigerait d'inventer un statut juridique spécial pour les entreprises de presse, qui trace une frontière infranchissable entre les détenteurs du capital d'un média et le management de ce média, notamment de sa rédaction bien sûr. Avec des barrières infranchissables et des gardes frontières qui puissent intervenir efficacement au moindre problème !

Mais ils ne voudront jamais investir dans les médias si vous les privez du moindre pouvoir !

Ce serait le signe que leur motivation est la recherche d'une influence ! Et cela permettrait aussi de purger la presse de ses actionnaires dangereux pour l'indépendance des médias. Et de motiver d'autres investisseurs moins dangereux, grâce à des incitations fiscales fortes.

Mais qui auraient alors le pouvoir au sein de ces médias ?

Les journalistes qui doivent avoir une majorité de droit au sein des conseils d'administration à travers un comité de rédaction élu pour les présenter. On peut aussi donner du pouvoir au sein de ces conseils d'administration à des comités de lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, qui auront leur mot à dire. L'Etat doit aussi être présent pour protéger cette indépendance.

Bien entendu cela exigera de trouver des solutions pour éviter certains dérapages et manipulations politiques.

Mais une certitude : les journalistes ne doivent pas laisser le pouvoir au sein de leur média aux actionnaires mais aussi aux gestionnaires. Il faut qu'ils prennent le pouvoir. Et qu'ils assument. Ce sont des idées, j'en conviens, légèrement provocatrices, mais l'objectif est précisément de provoquer un débat sans tabou.

Vous êtes contre la propriété privée ?

Non, mais il faut *désacraliser la propriété*, comme le suggère avec talent, Thomas Piketty dans son dernier pavé *Capital et idéologie*. Pas pour l'abolir mais en proposant quelques pistes pour que l'argent ne doit plus être synonyme de pouvoir absolu. Et ce n'est une utopie. Dans les pays du Nord européen, en particulier l'Allemagne, les salariés ont un réel pouvoir dans leur entreprise qui leur permet de peser dans les grandes décisions. Une piste à creuser pour les médias.

C'est le système capitaliste qui pervertit la presse ?

Un peu simpliste, Camille. Franchement je préfère être né dans le camp du Washington Post que dans celui de la Pravda, En clair, ce maudit système capitaliste a eu au moins un avantage : celui de préserver un minimum de liberté qui a permis, par exemple, au Washington Post, de soulever un scandale, le Watergate, obligeant le président des Etats-Unis à démissionner. Richard Nixon

pour ne pas le citer. Je ne crois pas que la Pravda, le journal officiel du Parti Communiste en Union Soviétique, aurait réussi un coup pareil contre Staline !

Quitte à passer pour un horrible réactionnaire, je préfère l'enfer capitaliste au paradis socialiste. A condition de trouver des solutions pour corriger un certain nombre de travers.

Pourquoi donner un tel pouvoir à l'Etat ?

Parce qu'on ne peut pas confier un tel pouvoir sur l'information à des groupes privés qui défendent d'abord leurs intérêts. Avec souvent des vues à court terme qui n'intègrent que rarement l'intérêt général. Alors que l'information est la clef dans une démocratie. C'est d'ailleurs pour ça que la priorité de tout dictateur est de contrôler les médias. Directement ou indirectement. Mais bien entendu, il faut éviter que le pouvoir en place utilise l'Etat pour privilégier ses intérêts politiques.

Il faut créer une haute autorité de la presse ?

Pas un nouveau «machin» mais une instance de régulation avec un vrai pouvoir. Une sorte d'IGPN de la presse pouvant être saisi par le public et les journalistes, avec les moyens d'enquêter, d'agir en justice... Et d'être consulté avant le rachat d'un média. Sa mission : garantir l'indépendance, la transparence et le pluralisme.

Sa composition devra évidemment être à la hauteur de cette mission. Avec une majorité de journalistes élus par l'ensemble des 33 000 journalistes professionnels.

Mais avant de créer éventuellement cette instance, il faut au minimum que cette profession fonctionne sur des bases plus saines. Et qu'on redéfinisse d'abord ce qu'est un média et un journaliste.

Vous êtes partisan d'une suppression de la fameuse carte de presse ?

Sûrement pas ! Enfin la carte, on s'en fout. Un journaliste la sort rarement de sa poche. L'important c'est le statut de journaliste. Des évolutions sont nécessaires mais elles ne doivent pas aboutir à ce que n'importe qui puisse s'auto-proclamer journaliste.

Mais beaucoup d'indépendants réclament le statut de journaliste !

Aujourd'hui la principale exigence de la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels est d'exiger que les candidats tirent plus de 50% de leurs revenus de l'exercice du métier de journaliste. Bref que ce soit une activité, je cite, *principale et régulière*. Pas une activité marginale... D'où un certain nombre de refus. Logique. Est-ce qu'on accepterait qu'un médecin ou un policier exerce sa profession uniquement le weekend pour s'amuser ? Ce n'est pas parce qu'on a un iPhone perché au bout d'une tringle à rideau et qu'on se balade au milieu d'une manif qu'on peut se dire journaliste ! Et ce n'est pas parce qu'on a réussi à bricoler un site web que c'est un média.

De plus je ne vois pas au nom de quoi un type qui est salarié, par exemple d'une agence de communication ou d'un parti politique, puisse se prévaloir d'être journaliste.

Il faut renforcer les conditions pour obtenir la carte de presse. En exigeant une plus grande transparence des journalistes : formation, parcours, engagements politiques, collaboration hors presse, revenus et patrimoine, casier judiciaire... Et que ces informations puissent être accessibles au grand public.

Des innovations pour la formation des journalistes ?

Les journalistes doivent être libres de choisir leur formation : écoles, universités... Mais on pourrait privilégier une formation sur le terrain par une sorte de compagnonnage. Un journaliste en fin de parcours ou à la retraite prenant en charge un apprenti journaliste. Deux ans, par exemple, avant de devenir journaliste professionnel.

Il faut aussi encourager les journalistes à devenir des journalistes-entrepreneurs. Cela va faire ricaner les gardiens du temple, mais il y a une carte à jouer, pour permettre à des journalistes de

prendre le pouvoir dans leur média ou de créer leur propre média. Avec des formations spécifiques et une aide.

D'autres exigences pour être journaliste ?

Ta Haute Autorité devrait exiger une plus grande transparence des journalistes : formation, parcours mais aussi engagements politiques et associatifs, collaboration hors presse, revenus et patrimoine, casier judiciaire... Des informations actualisées tous les ans qui devraient être accessibles au grand public sur un site géré par exemple par cette commission qui délivre la carte d'identité des journalistes.

Objectif : redonner confiance au public qui considère souvent que les journalistes sont pourris, incompétents ou militants.

Au passage, je supprimerais l'avantage fiscal accordé à cette profession. Un abattement forfaitaire de 7 650 euros sur leurs revenus imposables. Ce serait un symbole fort de renoncer à ce privilège. Là, je vais finir sur le bûcher ! Mais on peut difficilement rétablir la confiance entre les journalistes et le public, sans être plus exigeant vis à vis des journalistes surtout si on leur donne plus de pouvoir.

Transparence aussi sur la publicité ?

La publicité joue aussi un rôle clef dans l'économie d'un média. Mais comment un budget publicitaire est accordé ? Sur quels critères ? Il n'y a absolument aucune transparence, par exemple des institutions qui sont financées par les contribuables : ministères, entreprises publiques, collectivités locales...

Dans cet univers c'est le règne de l'arbitraire. Un édito ou une enquête suffit parfois à faire sauter un budget publicitaire important, sans la moindre explication. Alors que les petits médias en région sont boycottés surtout s'ils sont un peu alternatifs.

La solution ? Quelques règles et surtout une vraie transparence des dépenses publicitaires de l'Etat et des collectivités locales mais aussi des grands groupes cotés en bourse qui devraient les rendre public, médias par médias.

Est-il également légitime que les collectivités dépensent des sommes considérables pour éditer des journaux ou des sites de propagande ? Je pense aux grandes villes et aux régions. Tout ça pour vanter les mérites des élus. Combien coûtent par exemple les magazines municipaux ? A Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille... Des centaines de millions d'euros par an qui pourraient être investis dans la presse pour une communication publicitaire qui aurait l'avantage d'être clairement identifiée comme telle.

Et les médias devraient aussi jouer le jeu de la transparence en rendant publiques leurs recettes publicitaires. Mais aussi en publiant leurs comptes chaque année, comme l'exige la loi que personne ou presque ne respecte.

On parle aussi d'une réforme de la loi sur la diffamation...

Un projet consisterait à faire entrer les délits de presse dans le droit commun. Alors que la loi de 1881, a été adoptée pour protéger la liberté de la presse contre ceux qui utilisent la justice pour la faire taire. En tant que vieux repris de justice, je suis très opposé à cette réforme qui serait un recul liberticide. Mais ce projet semble avoir été enterré....

Mais on doit pouvoir contester ce qu'écrivent ou disent des journalistes !

Bien sûr et c'est le cas aujourd'hui. Mais dans un cadre spécifique.

D'ailleurs pour traiter ces affaires de presse, complexes et délicates. il faudrait créer en région des chambres spécifiques dans les tribunaux, comme c'est le cas à Paris.

J'ai souvent été étonné de me retrouver devant des magistrats qui ne savaient pas ce qu'était une carte de presse ou un numéro de commission paritaire, deux fondamentaux qui permettent pourtant d'identifier un journaliste et un média.

Mais reconnaissez que les journalistes racontent parfois n'importe quoi !

De temps en temps, on a envie d'interpeller ceux qui jugent aussi durement les journalistes en leur disant : Et si vous vous prêtiez à ce genre d'exercice ? Juste pour voir.

C'est ce que j'ai proposé, dans le cadre d'une formation, à un petit cénacle qui traitait plus bas que terre les journalistes. En les convaincant d'aller tous ensemble, sur le terrain, et de rendre compte de ce qu'ils avaient vu, entendu, senti... Une manifestation de gilets jaunes. On a passé deux

heures ensemble. Puis ils ont accepté de rédiger chacun un texte pour en rendre compte. On était une dizaine. Pas des racailles. Cadres, élus, artistes, patrons, fonctionnaires... Je les ai ensuite réunis pour leur lire à voix haute le résultat. On avait l'impression qu'ils avaient assisté à une dizaine de manifestations différentes. Ça leur a servi de leçon, j'espère.

=====

Vous participez à cette critique systématique d'internet par de nombreux journalistes ?

Pas du tout, le web est au contraire un outil extraordinaire qui permet de créer, à moindre coût, des médias ayant une audience mondiale, depuis son petit village. Mais aussi de cibler des communautés très précises. Impossible d'être contre !

J'ai fait une expérience sur LinkedIn qui fédère de nombreux cadres et chef d'entreprise. Au début de l'agression russe contre l'Ukraine, j'ai publié un post humoristique comparant Poutine à un patron qui se lançait dans une opération croissance externe pour avaler un concurrent et développer son chiffre d'affaires. A ma grande surprise, j'ai fait 2 millions de connexions en quelques heures. Ce qui souligne le potentiel des réseaux sociaux auquel même un vieux con comme moi ne peut pas rester insensible.

En revanche, c'est un univers sauvage, qui échappe à la plupart des contraintes qui sont imposées aux médias traditionnels, papier et audiovisuel. Et il faut avoir conscience des dangers de ce formidable outil. Car aujourd'hui les géants du numérique, les fameux GAFAM, imposent leur loi. En s'affranchissant des règles les plus élémentaires, en particulier fiscales. Sans parler des droits d'auteurs, du stockage des données, de l'anonymat, de la régulation des contenus, des algorithmes pervers.... Bref, là encore un sacré chantier !

La solution face à ces GAFAM ?

Pour moi journaliste, le problème central c'est la crédibilité de l'information diffusée sur internet. Danger, là encore, qu'on a pu mesurer à l'occasion de certaines élections truquées par des intox, comme aux Etats Unis. Et dont on mesure les conséquences trop tard.

Comment lutter contre ces manipulations !

On ne pourra pas inverser la tendance sans faire une véritable révolution. En abolissant l'anonymat qui protège ceux qui s'expriment. Je sais que c'est une utopie. Mais je vais aller jusqu'au bout en suggérant que tous les sites et les comptes sur les réseaux sociaux soient clairement identifiés. Avec un nom affiché, une adresse physique... Et il faudrait une véritable police du web. Sinon on court à la catastrophe !

Mais c'est l'anonymat qui fait la force du web car cela permet à tout le monde de s'exprimer !

Non, c'est la grande faiblesse du web. Effectivement tout le monde peut se lâcher en racontant n'importe quoi. Mais quel intérêt ? Il faut au contraire re-qualifier le web.

Et la priorité doit être d'obliger les plateformes à assumer ce qu'elles publient, souvent sans aucun contrôle au nom de la liberté d'expression. La solution est simple : faire de ces grands acteurs du net de véritables éditeurs. Et les soumettre aux mêmes lois qui imposent à tout éditeur de journaux, de livres ou de média audiovisuel, d'être juridiquement le premier responsable de ce qu'il publie. Les auteurs qu'ils publient n'étant que complices.

Une exigence qui certes coûtera cher aux acteurs du net car elle exigera de mettre en place des équipes importantes pour réguler leur contenu. Mais ces plateformes sont riches, très riches. Et là encore, face à cette formidable puissance financière, les démocraties ne doivent pas baisser les bras.

Mais les états sont quasi impuissants face à ces milliardaires !

C'est vrai et ces GAFAM continuent à s'enrichir. Certains tentent de lancer leur propre monnaie, d'autres d'acquérir des îles... Une stratégie qui révèle leur intention d'être des états à part entière. Heureusement ils n'ont pas encore d'armée, trop cher et pas rentable à court terme ! Leur faiblesse quand sonnera l'heure de vérité. Car tôt ou tard, un rapport de force va s'imposer.

En attendant l'Intelligence artificielle risque de détrôner les journalistes !

L'intelligence artificielle est par définition artificielle. Certes, elle apporte une aide technique spectaculaire dans différents domaines : médical, militaire, financier... Reste à savoir si un ordinateur est capable de prendre une décision, seul. Oui à condition de bien le programmer, répondent en chœur les experts Pas sûr car un bon choix n'est pas forcément rationnel, donc

programmable. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire. Un ordinateur aurait-il conseillé au général De Gaulle de lancer l'appel du 18 juin ? Non car il fallait avoir un grain de folie. Or, il y a une étincelle qui ne jaillira jamais d'un ordinateur, la liberté justement qui permet de faire de vrais choix, pas des choix artificiels. J'ai fait une série de tests sur ChatGPT, qui se sont révélés consternants. Une évidence que les prophètes de l'IE refusent de reconnaître pour préserver leur business.

Pourtant les journalistes ont peur de cette IE qui les menace...

Je ne crois pas, Camille, que l'intelligence artificielle va permettre de remplacer les journalistes. Certes, elle permettra de faire moins de fautes d'orthographe, moins d'erreurs factuelles... Mais elle produira une information uniforme, formatée. Une information artificielle. Avec tous les dérapages qu'on imagine facilement et qu'on constate déjà, si cet outil tombe entre les mains d'un individu ou d'un groupe malveillant, qui piétinera les libertés.

Vous suspectez tout progrès technologique ?

Au contraire, quand on me parle de progrès technologique, j'ai toujours un a priori positif. Je mesure, par exemple, le formidable bond en avant que mon métier a pu faire en quelques décennies grâce à l'informatique, puis à internet.

Je crois au progrès. A condition qu'on n'oublie pas que le progrès est au service de l'homme. Pas l'inverse. Il faut donc bien mesurer les risques que peuvent générer ces formidables outils.

=====

Il y a aujourd'hui un peu plus de 33 000 journalistes en France dont près de 20 000 sont basés dans la région parisienne. Soit environ 70% de la population journalistique concentrée sur un territoire où vivent à peine 18% de la population française. Ces chiffres résument le problème !

Vous ne parlez pas de la presse régionale que pourtant vous connaissez bien !

Je garde le meilleur pour la fin ! Car c'est une des plus belles pistes qu'il faut explorer pour engager une réforme de la presse.

Quelques chiffres d'abord : Il y a aujourd'hui un peu plus de 33 000 journalistes en France dont près de 19 000 sont basés dans la région parisienne. Soit environ 60% de la population journalistique concentrée sur un territoire où vivent à peine 18% de la population française. Ces chiffres résument le problème !

Vous voulez dire que les journalistes sont déconnectés du terrain ?

Je dirais plutôt que la presse est victime d'une hyper-centralisation.

Souvent, pour les journalistes dont l'écrasante majorité sont nés en province, l'objectif suprême, c'est de *monter à Paris* ! Symbole de réussite. Quitte pour la plupart à rester pigistes pendant des années, à avoir des fonctions pas très intéressantes, à être mal payé et à vivre dans des conditions précaires...

Pendant ce temps, 15 000 journalistes seulement travaillent en province comme on dit à Paris. Soit 40% de la population journalistique pour plus de 80% d'un territoire où vit plus de 80% de la population. Je ne fais pas de l'anti-parisianisme primaire. Il se passe des choses importantes à Paris, une évidence. Mais cela ne justifie pas cette centralisation extrême.

Je sais que la presse française est le reflet d'une France très jacobine, polarisée sur sa capitale. Mais dans d'autres pays comme l'Allemagne ou les Etats Unis, il y a une presse régionale beaucoup plus forte. Reflet d'une société moins centralisée avec des états, des landers... Deux pays qui sont loin d'être des modèles mais ce schéma me semble plus ouvert.

Conséquences de cette hyper-centralisation de la presse ?

Un grand décalage entre ce que l'écrasante majorité des gens vivent et ce qu'ils lisent ou écoutent avec les médias nationaux. Exemple : tous les jours ils ont droit à un compte-rendu fidèle des embouteillages sur le périphérique parisien. Mais à quoi ça sert à une écrasante majorité de Français ? On pourrait multiplier à l'infini ce genre d'exemple. Un événement qui se déroule à Paris devient national et il est imposé à tous, parfois quelle que soit son importance. Alors que cet

événement passe inaperçu en France quand il se déroule à Béziers, Roubaix ou Clermont-Ferrand, sauf exception.

Autre signe : les grandes émissions de télé nationale invitent quasi exclusivement des journalistes parisiens. Rarement des journalistes régionaux.

Mais reconnaissez que la presse régionale n'est pas toujours au niveau !

A Paris il y a plus de moyens. Inévitable qu'il y ait un certain décalage.

Jeune journaliste, j'ai été correspondant pendant un été d'un grand journal parisien. Comme ils ne me trouvaient pas trop mauvais, leur réflexe a été de me proposer de *monter à Paris*. Ridicule !

A l'inverse, je te citerai aussi Jean François Khan. Quand il a lancé l'Événement du Jeudi, ancêtre de Marianne, il a organisé des réunions dans toute la France. Je l'ai rencontré à Nantes. Après son intervention, j'étais emballé et je lui ai proposé de rejoindre son équipe à Paris. Il m'a littéralement engueulé en me disant : *Restez en région, il y a un sacré boulot à faire !* Je lui ai raconté cette anecdote quand je me battais pour Lyon Mag¹ et qu'il était venu soutenir notre équipe. Il m'a répliqué en rigolant : *vous voyez, j'avais raison !*

Vous voulez dire que l'élite journalistique déserte les régions ?

Non, car je connais bien la presse régionale et on ne peut pas dire que ses journalistes sont nuls. Mais ceux qui les encadrent ne sont pas toujours à la hauteur. Prudents, pas très dynamiques, ni très innovants... Les risques de la proximité ! Du coup, il y a une sorte de découragement général à la base. Il suffit de feuilleter la presse quotidienne régionale pour le constater, même s'il y a de brillantes exceptions.

Mais ça tient aux sujets pas toujours très sexy traités par la presse régionale !

Faux, archi faux. C'est le réflexe, Camille, d'une journaliste déjà parisienne dans sa tête ! On peut traiter une information de proximité en lui donnant un ton et un style qui soient largement au niveau des médias nationaux avec de vraies enquêtes, des interviews musclés... Mais cela exigerait une stratégie éditoriale très différente, pour réveiller ce que tu appelles la presse de province. Il faut engager là aussi une révolution.

Reste à savoir si les patrons de cette presse régionale ont la volonté de relever ce défi. Pas sûr.

Surtout que les groupes de presse en région sont rarement dirigés par des journalistes.

Mais il y a un potentiel en région. A la fois en sujets et en journalistes. Il y a aussi un vrai public :

Un million de personnes achètent chaque jour un quotidien national, 3 millions un quotidien régional. Certes la baisse est régulière, année après année mais le socle reste important alors que les sites web se développent rapidement en région. Ce qui souligne l'impact de cette presse de proximité.

Au fond, le problème de la presse régionale est le même que celui des Gilets Jaunes qui ont surgi de leur province. Ils se sont mobilisés pour dire un truc simple qui a déstabilisé les élites notamment à Paris : *On existe !*

Vous avez une certaine indulgence pour les Gilets Jaunes ?

Au départ, j'étais réticent. Parce que je suis un urbain, diplômé, modéré... Un bobo qui se méfie des extrêmes. D'autant que dans cette marée jaune, il y avait pas mal de radicaux, de droite et de gauche. Des banderoles style extrême droite, des violences style extrême gauche... Et beaucoup de masques !

Mais j'ai essayé d'aller plus loin, non pas en défilant avec eux sur les Champs Élysées où c'était la fête des casseurs mais en allant sur ces ronds-points, dans les petits patelins, où tout s'est joué.

Le cœur du mouvement. Et là j'ai senti cette France des ploucs de province, des oubliés, des invisibles. Une France à laquelle j'appartiens, en tant que journaliste de base en région qui pense avoir des solutions mais que personne n'écoute là-haut, à Paris. Ce mépris-là, je le comprends, peut provoquer de la colère.

Que les médias nationaux décentralisent leur siège social en province avec des correspondants à Paris, l'inverse d'aujourd'hui ! Si on s'engage sur ce chemin, on va impulser une dynamique nouvelle. Ce n'est pas seulement la presse qu'il faut décentraliser, mais aussi les cerveaux !

Une suggestion concrète pour que les médias soient plus présents dans les territoires ?

Quand il a pris le pouvoir au Cambodge, Pol Pot avait ordonné de vider la capitale, Phnom Penh, pour la nettoyer des éléments réfractaires à sa révolution et les envoyer en province. Vu les dégâts, je pense qu'on peut éviter cette solution radicale ! Même si, à l'époque, de nombreux intellectuels français applaudissaient le leader des khmers rouges.

Plus sérieusement, on peut inciter fortement les médias nationaux à décentraliser leur siège social en province. En maintenant des correspondants à Paris. L'inverse d'aujourd'hui. Rien qu'en immobilier ils feraient des économies énormes. Avec le TGV et internet ça ne devrait pas être trop compliqué.

Mais c'est totalement utopique car l'essentiel de l'activité économique, politique, culturelle... se joue à Paris !

Faux. Y-a-t-il beaucoup d'usines dans le centre de Paris ? La vie culturelle à Marseille, Lille ou Lyon est insignifiante ? Les grands leaders politiques sont-ils tous élus à Paris ? Il faut arrêter avec cette centralisation totalement artificielle. Quitte à implanter des ministères en province Je me demande même si la priorité ce n'est pas de délocaliser l'Elysée !

Dans son remarquable *Camus journaliste*, Maria Santos-Sainz, conclut : *Penser le journalisme, selon Camus, invite aujourd'hui à un retour aux sources, à se rapprocher des vrais gens, à couvrir les territoires désertés par les médias traditionnels, à rendre visibles les invisibles, à renouer la confiance du public.*

Si on s'engage sur ce chemin, les résultats risquent d'être surprenants. Car on va impulser une dynamique nouvelle. Surtout avec internet. L'exode des cerveaux que tu évoques ne se fera plus dans le sens Province-Paris mais Paris-Province ! Bref, ce n'est pas seulement la presse qu'il faut décentraliser mais les cerveaux !

Je te rappelle que la Révolution Française a été lancée par des parlements de province qui se sont rebellés. Ce qu'on oublie à Paris. Et que derrière chaque mouvement révolutionnaire il y avait toujours un journal !

Et attendant de faire la révolution qu'est-ce qu'on fait ?

Un grand sondage qu'on va même publier en annexe de ce livre !

Pas vraiment révolutionnaire, un sondage !

Les sondages sont parfois en décalage avec la réalité. On le constate à l'occasion de certaines élections car ce sont des photos instantanées de l'opinion qui peut évoluer très vite. En revanche, sur les sujets de fond, c'est un bon outil. A condition de poser les questions de façon honnête. J'ai fait réaliser des dizaines de sondages souvent assez provoc, en région à une époque où les sondages étaient exclusivement nationaux. Ce qui m'a permis de rencontrer des animaux étranges : les sondeurs qui, en invoquant leur science, veulent imposer leurs questions. Et il fallait se battre contre leur conformisme.

Un jour j'ai engagé un bras de fer avec un grand institut représenté par un bonhomme prétentieux. Pour lui clouer le bec, j'ai ajouté une question : *avez-vous déjà menti en répondant à un sondage ?* Il avait alors poussé un cri horrifié de sa petite voix snobinarde : *Je tombe du placard !* Aujourd'hui quand je vois ce garçon parader à la télé, je me marre en pensant à son placard.

Un énième sondage pour savoir comment les français jugent les médias et les journalistes ?

Pas la peine, on sait déjà que les Français jugent sévèrement médias et journalistes. La Croix publie chaque année une étude Kantar qui le confirme.

Non il est plus pertinent de sonder les journalistes ! Une première. Prometteur aussi car sur le sujet on entend les experts mais jamais les obscurs, les gens de terrain, comme moi.

Les journalistes sont mal payés, ils travaillent beaucoup, ils divorcent beaucoup, ils font beaucoup de burn out, le taux de chômage est élevé, ils meurent jeunes... Et en plus ils ont une image détestable !

Quelles questions à poser aux journalistes ?

Va voir en annexe ! L'idée est de dresser un profil des 33 000 journalistes français. Leur formation, leur rémunération, leur couleur politique... Mais aussi leurs critiques du système et leurs attentes dans la perspective d'une réforme. Avec un bon échantillon sans oublier les régions ! Cela permettra d'ouvrir un vrai débat au sein de cette profession.

On va se rendre compte que les journalistes sont quand même des privilégiés !

C'est une plaisanterie ? J'ai envie de te dire, vas-y, tu vas voir si c'est un métier de privilégiés. Je te la fais rapide : ils sont mal payés, ils travaillent beaucoup, ils divorcent beaucoup, ils font beaucoup de burn out, le taux de chômage est élevé, ils meurent jeunes... Et en plus ils ont une image détestable !

Effectivement ils ont un problème dans l'opinion !

Ce n'est pas parce qu'ils sont nombreux à avoir tort qu'ils ont raison. C'est du Coluche. Quand je lis tous ces journaux, ces sites d'info que j'écoute ces radios et ces télévisions, y compris les chaînes d'info qu'on accable, je me dis : quel formidable travail ! Je sais tout ce que cela exige. Des enquêtes sur le terrain dans des conditions difficiles. Du simple fait divers aux événements plus spectaculaires : catastrophes, attentats, guerres... Un travail de vérification face à des interlocuteurs trop bavards ou muets, voire hostiles, des portes qui se ferment, des téléphones raccrochés, des manipulations, des informations qui se contredisent... Alors non je n'arrive pas à m'associer à ceux, confortablement installés dans leur canapé, qui dénoncent les journalistes. Tous pourris, tous nuls.... Non !

=====
Les femmes ont amené une vibration nouvelle dans cet univers journalistique, je le constate tous les jours depuis des années. Ce métier commence à se féminiser. Et pour moi c'est le principal espoir.

Un espoir pour amorcer une révolution dans cet univers journalistique en crise ?

Les femmes, les journalistes femmes. Je les ai vu débarquer timidement dans cette profession au début des années 80. Depuis elles se sont imposées en douceur. Par leur travail, leur détermination, leur courage... Et leur sensibilité surtout.

Les femmes n'ont pas de cerveau ?

Mais la sensibilité ce n'est pas l'inverse de l'intelligence. C'est au contraire ce qui nourrit l'intelligence, la capacité de sentir, de voir, d'écouter... Les hommes et les femmes ont le même cerveau, évidemment, mais les femmes l'utilisent autrement.

Pourquoi ce petit couplet sur les femmes ?

Parce que la force est une culture masculine qui dégénère parfois dans la démonstration, la domination, voire la brutalité... En revanche, les femmes ont amené une vibration nouvelle dans cet univers journalistique, je le constate depuis des années. Ce métier se féminise. Et pour moi c'est le principal espoir.

Personnellement, j'ai toujours travaillé entouré de femmes journalistes. Sans elles, je n'aurais jamais pu piloter ou accompagner les projets dans lesquels je me suis investi.

Certes, les femmes sont aujourd'hui majoritaires chez les journalistes qui entrent dans la profession. Mais sur l'ensemble de la profession, les hommes dominent encore. On peut faire mieux, notamment aux postes de responsabilité.

Facile d'être féministe aujourd'hui !

Je suis féministe convaincu depuis toujours. Comme disait, avec une certaine perfidie, Françoise Giroud, *les hommes qui ont eu des mères intelligentes sont naturellement féministes*.

Ces journalistes femmes ont une créativité combinée à un réalisme, un engagement aussi combiné à une bienveillance, qui a toujours suscité mon admiration. Pour moi, les femmes sont l'avenir... du journalisme ! Et ce sont elles qui peuvent permettre d'accoucher d'une vraie réforme, d'une révolution. Comme dans toute révolution où elles ont très souvent été en première ligne.

=====